



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 16 – 13 octobre 2023



Actualité économique :

- Environnement macro-économique : prévisions / croissance potentielle / transition énergétique
- Politique budgétaire : allègements fiscaux / subventions / prévisions
- Politiques sociales : emploi des mères / population active / allocations familiales / assurance maladie

Actualité financière :

- Marché financiers : Deutsche Börse / émissions de dette / crypto-actifs
- Banques et assurances : banques allemandes / Deutsche Bank / Misr Bank-Europe / distribution de contrats d'assurance

Sommaire



LE CHIFFRE À RETENIR

-0,4 %

Prévision de croissance du
gouvernement pour 2023



ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Les instituts allemands DIW, IFO, RWI, IfW et IWH ont présenté le 28 septembre 2023 dans leur [diagnostic commun](#) leurs **prévisions** macroéconomiques actualisées : ils tablent sur un recul du PIB allemand de 0,6 % pour 2023, soit une révision à la baisse de 0,9 point par rapport au diagnostic commun de printemps. Pour l'année 2024, la croissance devrait s'établir à 1,3 %, soit 0,2 point en deçà de la prévision réalisée au printemps. L'inflation devrait nettement refluer en 2024, à 2,6% (IPC) contre 6,1 % en 2023. Les instituts prévoient une inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie) de 6,1 % cette année et de 3,1 % l'année prochaine.

Les **prévisions** d'automne publiées par le [gouvernement](#) le 11 octobre 2023 sont du même ordre : le gouvernement abaisse ses prévisions de croissance pour 2023 et 2024 à respectivement -0,4% et +1,3 % (contre +0,4 % et +1,6 % au printemps). Il table, comme les instituts, sur un recul de l'inflation de 6,1 % (IPC) en 2023 à 2,6 % en 2024.

Entre 2025 et 2028, les instituts formant le [diagnostic commun](#) estiment que la **croissance potentielle** allemande n'excèdera pas 0,6% par an en moyenne, après avoir été estimée à 1,3 % par an en moyenne depuis 1996. Selon les projections, la diminution de la population active pèsera fortement sur la croissance potentielle, le solde migratoire se révélant inférieur aux besoins en main d'œuvre.

Les instituts formant le [diagnostic commun](#) ont par ailleurs mesuré l'impact des objectifs de décarbonation allemand sur la croissance potentielle en fonction de plusieurs scénarios d'investissements et de déploiement des énergies renouvelables. Si la production d'énergies renouvelables augmentait d'ici 2030 au rythme moyen des dix dernières années, la décarbonation de l'économie allemande s'accompagnerait d'une baisse d'environ 1,5 point de pourcentage de la croissance potentielle par rapport à un scénario sans décarbonation. Les processus d'adaptation induits par la **transition énergétique** freineraient ainsi le potentiel productif, notamment car les investissements réalisés correspondraient souvent à des investissements de remplacement n'augmentant pas le stock de capital net. Dans un scénario tablant sur des investissements plus élevés et un déploiement accéléré des énergies renouvelables, la croissance potentielle serait légèrement supérieure au niveau atteint en extrapolant les taux de développement des énergies renouvelables historiques.

Politique budgétaire

Selon un rapport de l'[IfW](#) de Kiel, les **allègements fiscaux** ont représenté 75,3 Mrd€ en Allemagne en 2022, en hausse de 10 % par rapport à 2021. Cinq dispositifs concentraient 52 % des dépenses fiscales : l'exonération de TVA appliquée aux organismes de sécurité sociale, hôpitaux et autres établissements de soin (20 Mrd€), l'indemnité forfaitaire au titre des frais de déplacement (6 Mrd€), l'exonération et la réduction des droits de succession sur les actifs d'entreprises (5 Mrd€), la déduction de l'impôt ecclésiastique (4 Mrd€), et l'exonération de certains paiements pour le travail le dimanche, les jours fériés et la nuit (3 Mrd€). 58 % des allègements portaient sur les entreprises, une part relativement stable dans le temps.

Selon ce même rapport de l'[IfW](#), les **subventions** ont représenté en 2022 176,8 Mrd€, soit environ 2,5 fois plus que les allègements fiscaux. La part des subventions dans le PIB s'est élevée à 6,5 %, après 6,4 % en 2021.

D'après les prévisions du [diagnostic commun](#) des instituts allemands, le **déficit public** allemand s'établirait à 2,2 % en 2023 puis 1,6 % en 2024, soit la valeur la plus faible depuis 2019.

Politiques sociales

Selon [Destatis](#), la part des **mères** d'enfants mineurs exerçant une activité professionnelle a progressé à 69 % en 2022 (contre 58 % en 1997). Elle est bien plus élevée dans les Länder de l'Est (76 %, contre 66 % en Sarre ou 70 % en Bavière) bien que les disparités régionales aient tendance à se réduire.

Selon [Destatis](#), 51,4 millions de personnes en âge de travailler (18 à 64 ans) vivaient fin 2022 dans les Länder de l'Ouest, et 7,2 millions dans les Länder de l'Est. La population en âge de travailler reculerait d'au moins 8 % (-560 000) dans les Länder de l'Est dans les vingt prochaines années et jusqu'à 16 % dans un scénario de faible immigration, soit bien plus fortement que dans les Länder de l'Ouest (-2 % soit -680 000 ; -11 % dans le scénario de faible immigration).

Le conseil des ministres a adopté le 27 septembre 2023 un [projet](#) de loi introduisant une protection de base des enfants (« *Kindergrundsicherung* ») : elle vise à fusionner des **prestations familiales** existantes afin de simplifier les aides, lutter contre le non-recours et réduire ainsi la pauvreté infantile. Les coûts budgétaires de la réforme qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2025 sont chiffrés à 2,4 Md€ pour 2025.

Selon [l'évaluation](#) des experts du régime général de **l'assurance maladie**, le taux moyen des cotisations supplémentaires continuerait à progresser en 2024, à 1,7 % après 1,6 % en 2023 et 1,3 % en 2022.

ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

[Deutsche Börse](#) finalise son projet d'acquisition de SimCorp, entreprise danoise de logiciels (notamment pour la gestion d'actifs), en lançant un *squeeze out*, après avoir conclu son offre publique d'achat le 29 septembre dernier. L'acquisition est évaluée à 3,9 Mrd€.

[L'Agence financière allemande](#) a indiqué le 26 septembre que les émissions de dette souveraine au 4^{ème} trimestre 2023 seraient de 31 Mrd€ inférieures à celles annoncées en décembre dernier (85,5 Mrd€ au lieu de 116,5 Mrd€) : 8 Mrd€ sur les marchés des capitaux et 23 Mrd€ sur le marché monétaire.

La [bourse de Stuttgart](#) étend son offre en **crypto-actifs** en proposant aux détenteurs institutionnels des « Stakings Rewards » accompagnés d'une assurance, en coopération avec le réassureur Munich Re. Le staking permet aux investisseurs d'obtenir des revenus supplémentaires en déposant des crypto-monnaies : ces **token** placés en dépôt garantissent que les transactions effectuées sur le réseau sont correctes et donc validées sur la blockchain. Ces transactions sont cependant exposées au risque de « slashing » que Munich Re propose de réduire grâce à son assurance « Staking-Risk ».

Banques et assurances

Selon des données agrégées de la [BCE](#), les **banques allemandes** affichent, au 2^e trimestre 2023, le plus faible ratio de rendement des capitaux propres (6,59 %) des banques de la zone euro (ratio moyen de 10,04 %).

Selon le [rapport mensuel](#) de la Bundesbank, la forte hausse des taux d'intérêt a amélioré, en 2022, les marges nettes d'intérêt des **banques allemandes** mais les a conduites à déprécier leurs portefeuilles d'obligations et à augmenter leurs provisions pour risques de crédit. L'un dans l'autre, leur résultat avant impôts agrégé a légèrement progressé en 2022 par rapport à 2021 (27,4 Mrd€ contre 27,0 Mrd€).

Après avoir annoncé en septembre enquêter sur les difficultés de Postbank (cf. BE n° 15/2023), la [BaFin](#) mandate auprès de **Deutsche Bank** un

représentant spécial chargé de veiller au traitement rapide des demandes des clients des succursales **Postbank** et **DSL Bank** spécialisées dans le financement immobilier. C'est la première fois que la BaFin délègue un agent pour protéger les consommateurs. Par ailleurs, la [SEC](#) a condamné [DWS](#), le gestionnaire d'actifs de Deutsche Bank, à une amende totale de 25 M\$ pour « déclarations inexactes concernant son processus ESG » (19 M\$) et pour manquements aux procédures anti-blanchiment (6 M\$).

La [BaFin](#) a infligé une amende de 375 000 € à **Misr Bank-Europe GmbH**, filiale de la banque publique égyptienne Misr, pour avoir omis de lui déclarer, conformément au règlement CRR, plusieurs grands risques.

Selon les relevés de la fédération des assureurs, [GDV](#), la **distribution de contrats d'assurance-vie** a été effectuée en 2022 à 39,2 % par des intermédiaires d'assurance dépendant d'une seule compagnie, à 26,9 % par des courtiers (sans mandat), à 7,6 % par des courtiers disposant d'un mandat de plusieurs entreprises d'assurance, à 20 % par des établissements de crédit et à 3 % par vente directe (sur internet).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international